

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

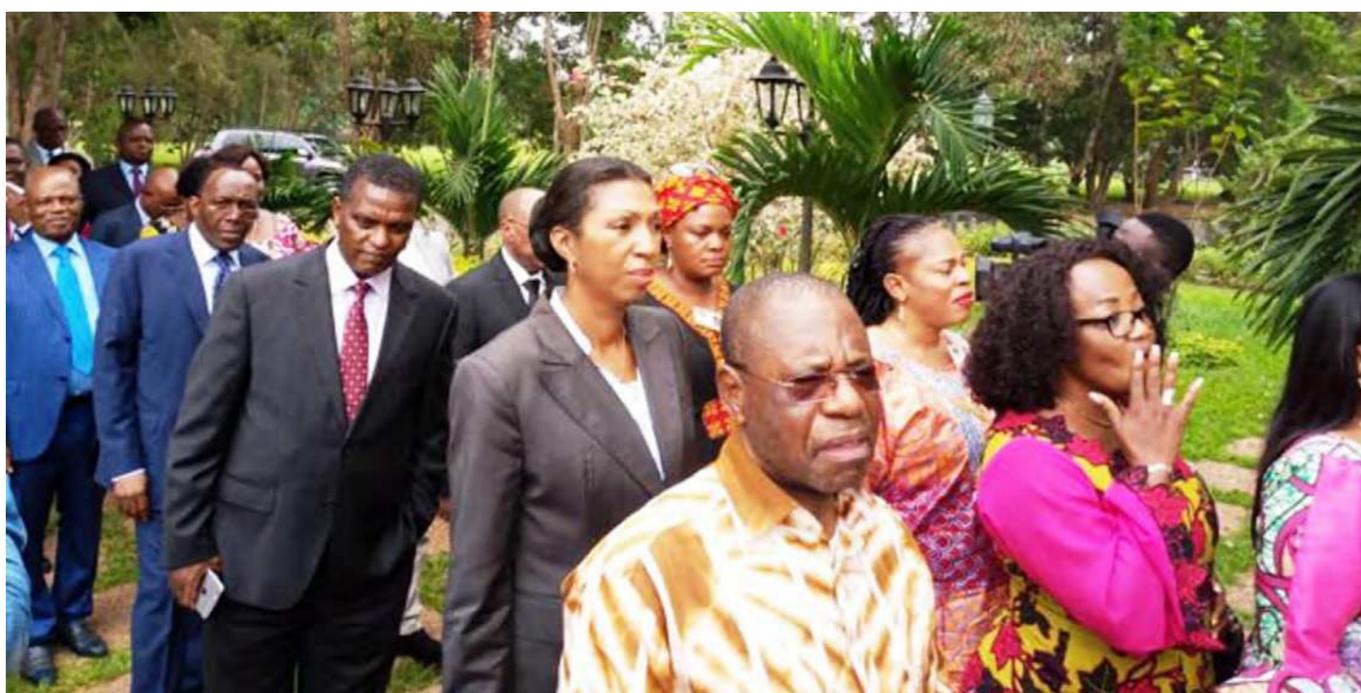
300 FC/200 F.CFA

www.adiac-congo.com

N° 3858 - MERCREDI 28 OCTOBRE 2020

CONSULTATIONS PRÉSIDENTIELLES

Le FCC bat le rappel des troupes



Le FCC en train de resserrer ses rangs

Depuis l'annonce par Félix Tshisekedi, des consultations avec les leaders politiques et sociaux les plus représentatifs en vue de créer une union sacrée de la nation, c'est le branle-bas dans les rangs du Front Commun pour le Congo (FCC) qui ne cesse de multiplier des réunions. Une retraite de ce regroupement politique est programmée incessamment pour définir la nouvelle feuille de route de son engagement politique en rapport avec les enjeux de l'heure.

Le lundi dernier déjà, les responsables de tous les regroupements politiques membres du FCC, s'étaient retrouvés à Kingakati autour de leur autorité morale dans le but de renforcer la cohésion au sein cette coalition et consolider ainsi leur majorité parlementaire, à en croire des indiscrétions.

Page 3

FORMATION

Les femmes journalistes outillées en gestion éditoriale et journalisme web



Les participantes à la formation organisée par l'Acofepe

Dans le souci de renforcer leurs capacités pour qu'elles se mettent aux mêmes diapasons que leurs collègues hommes, l'Association congolaise des femmes de la presse écrite, (Acofepe), a organisé récemment à l'hôtel Exodus à Bukavu, dans la province du Sud-Kivu, une formation en gestion éditoriale et journalisme web à l'intention de vingt femmes journalistes.

Réalisée grâce à l'appui technique d'Internews et des différents partenaires, cette formation a permis aux participantes de s'imprégner des fondamentaux du journalisme en ligne.

Page 3

VIE DES PARTIS

Pius Muabilu suspendu du regroupement politique AA/a



Le ministre Pius Muabilu

Pour avoir pris part à la cérémonie de prestation de serment des trois nouveaux juges constitutionnels nommés par le Président Félix-Antoine Tshisekedi en faisant fi du mot d'ordre de boycott lancé par le Front commun pour le Congo (FCC) dont il est membre, le ministre de l'urbanisme et habitat, Pius Muabilu vient d'être suspendu à titre préventif.

Dès lors, le ministre Pius Muabilu ainsi que Marie Nyange, présidente intérimaire du regroupement, aperçus à l'hémicycle lors de la cérémonie susdite, sont suspendus de toute activité du regroupement politique AA/a et, par conséquent, ne peuvent plus engager ce regroupement jusqu'à nouvel ordre.

Page 2

INFRASTRUCTURES

La catastrophe du pont Kasai met en cause la gestion des ouvrages stratégiques

L'écroulement spectaculaire de cette passerelle, le vendredi 23 octobre, suite au passage de deux véhicules totalisant un poids quatre fois supérieur à la capacité maximale autorisée, continue de susciter d'intenses réactions à

travers le pays. Si le chef de l'Exécutif provincial a exigé ce mardi 27 octobre l'ouverture d'une enquête plus poussée, les premiers renseignements indiquent déjà l'indiscipline et la défaillance des services.

Après le drame, l'heure est bien entendue au questionnement. Pour de nombreux analystes, ce genre de drame pourrait très bien se reproduire sur la quasi-totalité des ponts tant à Kinshasa qu'à l'intérieur du pays.

Page 4

ÉDITORIAL

Solidarité

La grande idée qui est ressortie hier matin de la séance inaugurale du Colloque international consacré à « De Gaulle et Brazzaville, une mémoire partagée 1940-1958 » est bien le fait que loin de se dissoudre avec le temps, la solidarité entre les peuples du Nord et du Sud, de l'Europe et de l'Afrique s'impose plus que jamais comme un impératif catégorique pour les deux continents.

Résumée de façon claire par le président Denis Sassou N'Gusso après les chefs d'Etat, les Premiers ministres, le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, le président de la Fondation Charles de Gaulle, la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie l'ont déclinée l'une après l'autre sous différentes formes, cette idée, ou plutôt cette volonté, a confirmé que toutes les conditions se trouvent réunies aujourd'hui pour relancer la coopération qui contribua de façon décisive, il y a quatre-vingts ans, à libérer le monde du joug nazi imposé par Adolf Hitler au Vieux continent. Et les applaudissements qui ont accompagné ces propos dans la salle des Congrès du parlement à Brazzaville ont démontré qu'ils répondent à une attente collective que personne ne saurait plus ignorer.

L'intérêt majeur que présente la commémoration à Brazzaville de la venue du général de Gaulle, de la publication du Manifeste qui s'ensuivit, de la création du Conseil de défense de l'Empire, de la mise en place des forces militaires qui allaient remonter tout le continent pour contribuer activement aux débarquements de Provence et de Normandie qui rendirent à la France puis à l'Europe leur liberté est bien le rappel qu'entre l'Afrique, la France et l'Europe se sont alors tissés des liens stratégiques que le temps n'a pas distendus. Et que, par conséquent, une analyse plus précise, plus objective, plus complète de cette grande et belle aventure doit nous conduire aujourd'hui à développer une coopération mieux adaptée aux réalités de ce temps.

Soyons conscients que la commémoration dont nous vivons les premières heures peut ouvrir un nouveau chapitre dans la longue histoire des relations entre l'Afrique et l'Europe. Et observons donc avec la plus grande attention les conclusions sur lesquelles débouchera le colloque scientifique en cours.

Le courrier de Kinshasa

VIE DES PARTIS

Pius Muabilu suspendu du regroupement politique AA/a

La participation du ministre Muabilu à la cérémonie de prestation de serment des trois nouveaux juges constitutionnels nommés par le président Tshisekedi lui a valu une suspension à titre préventif décidée par la Conférence des présidents de l'Alliance pour l'avenir (AA/a), regroupement politique affilié au FCC dont il est membre.



Le ministre Pius Muabilu

Pour avoir pris part à la cérémonie de prestation de serment des trois nouveaux juges constitutionnels nommés par le président Félix-Antoine Tshisekedi en faisant fi du mot d'ordre de boycott lancé par le Front commun pour le Congo (FCC) dont il est membre, le ministre de l'urbanisme et habitat, Pius Muabilu, vient d'être suspendu à titre préventif. Cette décision découle d'une réunion de la Conférence des présidents du regroupement politique AA/a affilié au FCC, laquelle réunion a été élargie aux députés nationaux, aux sénateurs, aux membres du gouvernement central, aux gouvernements provinciaux ainsi qu'aux mandataires proches de ce regroupement politique. La décision est sans appel. Le ministre Pius Muabilu ainsi que Marie Nyange, présidente intérimaire du regroupement, apercus à l'hémicycle lors de la cérémonie de prestation de serments

de trois juges constitutionnels, « sont suspendus de toute activité du regroupement politique AA/a et, par conséquent, ne peuvent plus engager le regroupement AA/a à dater de ce jour », peut-on lire dans la déclaration publiée le 26 octobre. En attendant l'issue de l'action disciplinaire ouverte à leur rencontre via l'institution d'une commission disciplinaire chargée de statuer sur leurs cas, les deux personnalités incriminées sont astreintes à se plier à ces restrictions au risque de corser leur sanction. En attendant, la Conférence des présidents du regroupement politique AA/a désigné Joseph Kokonyangi comme président a.i et Geneviève Inagosi comme membre de la Conférence des présidents du FCC. Ces deux cadres ont reçu de la Conférence des présidents le mandat de représenter le regroupement politique dans les différents organes

du FCC et vis-à-vis des tiers. Toutefois, aussi curieux que cela puisse paraître, l'AA/a n'a pas été associée à la réunion que l'autorité morale du FCC, Joseph Kabila, avait convoqué à Kingakati avec les présidents des regroupements politiques membres du FCC. Entre-temps, les députés du regroupement AA/a ont réitéré leur soutien à Pius Muabilu estimant que ce dernier a posé un acte républicain basé sur une éthique politique en participant à la prestation de serment de trois juges constitutionnels. « Sa présence à cette cérémonie est un acte d'un homme d'Etat que tout le monde devrait copier. Pius Muabilu est lui-même l'autorité morale de notre regroupement AA/a qui regroupe vingt députés », a indiqué le porte-parole du regroupement AA/a, Aduabangu Nkoy, qui n'écarte pas l'éventualité de quitter le giron FCC.

Alain Diasso

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dury Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordonnatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CONSULTATIONS PRÉSIDENTIELLES

Le FCC bat le rappel des troupes

Le Front commun pour le Congo (FCC) sera bientôt en retraite politique pour définir la nouvelle feuille de route de son engagement politique en rapport avec les enjeux politiques de l'heure.

Depuis l'annonce par le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, des consultations avec les leaders politiques et sociaux les plus représentatifs en vue de créer une union sacrée de la nation, c'est le branle-bas dans les rangs du FCC. Ce regroupement politique ne cesse, en effet, de multiplier des réunions entre ses membres dans l'optique de dégager une position concertée par rapport à la nouvelle donne politique imposée par le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi. Après les premiers conciliabules autour de la speakerine de la chambre basse, Jeanine Mabunda, les chefs des regroupements politiques membres du FCC s'étaient retrouvés le lundi dernier, cette fois-là, autour de leur autorité morale. Rien n'a filtré de ces échanges dont on a dit qu'ils ont gravité autour de l'état des lieux de la coalition, sans



Le FCC en train de resserrer ses rangs

en dire plus sur les consultations initiées par le chef de l'Etat.

Comme si cela ne suffisait pas, le FCC projette à nouveau une retraite politique pour, dit-on, définir la nouvelle feuille de route de l'engagement politique

de la plate-forme. Sur son compte twitter où il a glissé l'information, le coordonnateur du FCC, Néhémie Mwilyanya, parle de la deuxième retraite politique après celle qui, à l'époque, avait évalué la marche de la plate-forme depuis sa création, avec

deux points majeurs : relever le défi de la gouvernance et préparer les élections de 2023. Il est à noter que cette retraite interviendra dans un contexte particulier caractérisé notamment par l'aggravation de la crise au sein de la coalition au pouvoir

(FCC-Cach ndlr) depuis la nomination, puis la prestation de serment de nouveaux juges constitutionnels nommés en juillet dernier par le chef de l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo. En attendant, des indiscretions font de plus en plus état de la détermination du FCC à conserver sa majorité au Parlement et à consolider la cohésion de ses membres, quel qu'en soit le prix. En effet, il nous revient que l'option d'appliquer la cohabitation en cas de rupture de la coalition avec le Cach est à envisager. Il a été demandé à tous les membres du FCC de rester discrets, « de peur de dévoiler la stratégie » qui doit précéder d'une réflexion plurielle engageant toutes les intelligences de la plate-forme. Dossier à suivre.

Alain Diasso

FORMATION

Les femmes journalistes outillées en gestion éditoriale et journalisme web

Dans le souci de renforcer leurs capacités pour qu'elles se mettent au même diapason que leurs collègues hommes, l'Association congolaise des femmes de la presse écrite, (Acofepe), a organisé récemment à l'hôtel Exodus à Bukavu, dans la province du Sud-Kivu, une formation en gestion éditoriale et journalisme web à l'intention de vingt femmes journalistes.

Ayant eu lieu grâce à l'appui technique d'Internews et aussi des différents partenaires notamment l'Usaid, la Suède, FH1360 et la Confédération suisse, cette formation dispensée par la propriétaire du journal en ligne, le journal des Nations, Christiane Ekambo a permis aux participantes de s'imprégner des fondamentaux du journalisme en ligne. Cette formation a eu aussi une branche sur le genre dans les médias.

La clôture de cette formation, sanctionnée par la remise des certificats aux participantes, a été faite par la présidente de l'Acofepe, Grâce Ngyke Kangundu, qui a eu des mots justes pour saluer la bravoure et la lucidité des participantes dans l'assimilation des matières dispensées. Elle a émis le vœu de voir que les enseignements reçus soient mis en pratique pour un journalisme professionnel web. Aussi a-t-elle invité les participantes à faire preuve de plus de dynamisme au sein de leurs rédactions respec-



Les participantes à la formation organisée par l'Acofepe

tives.

Parlant au nom de tous les bénéficiaires de cette formation, Arlette Boroko s'est dite satisfaite de la prise de conscience suscitée par les participantes à travers les nouvelles notions apprises. Quant au coordonnateur de

l'Acofepe/Nord-Kivu, Kelvin Baemi, il a exhorté les participantes à « mettre à profit au sein de leurs entreprises de presse tous les enseignements reçus ». Auparavant, il a remercié la présidente Grâce Ngyke pour son dynamisme et son élan à contri-

buer à booster la femme de la presse écrite.

Abordant dans le même sens, la coordonnatrice de l'Acofepe/Sud-Kivu, Nelly Adidja, a salué cette initiative pour les notions apprises et surtout pour les nouvelles compétences actualisées.

Aux participantes, elle leur a demandé de capitaliser les acquis de cette formation. « Cette formation ouvre des opportunités pour un journalisme full », a-t-elle reconnu.

Blandine Lusimana

INFRASTRUCTURES

La catastrophe du pont Kasai met en cause la gestion des ouvrages stratégiques

Son écroulement spectaculaire le 23 octobre à la suite du passage de deux véhicules totalisant un poids quatre fois supérieur à la capacité maximale autorisée continue de susciter d'intenses réactions à travers le pays.

Si le chef de l'exécutif provincial a exigé le 27 octobre l'ouverture d'une enquête plus poussée, les premiers renseignements indiquent déjà l'indiscipline et la défaillance des services. Pour de nombreux analystes, ce genre de drame pourrait très bien se reproduire sur la quasi-totalité de nos ponts à Kinshasa comme à l'intérieur du pays. La journée du 23 octobre restera marquée à jamais dans l'esprit des usagers du pont jeté sur la rivière Kasai, située dans la province du même nom. Du côté du gouvernorat de province, l'on parle d'une catastrophe pour la ville de Tshikapa et toute la province du Kasai en raison de l'intérêt

stratégique du pont pour la circulation par voie routière des personnes et des biens entre plusieurs provinces du centre du pays et la ville de Kinshasa, le principal point d'approvisionnement. Même si aucune plainte de disparition n'a été enregistrée, du moins à ce jour, il s'agit tout de même de l'effondrement du principal point de jonction entre l'est et l'ouest de la RDC. Par ailleurs, les dégâts sont incommensurables : plus de cent mille ménages sont privés actuellement d'eau potable sur la colline de Kele à cause de la coupure des tuyaux de distribution d'eau de la Régideso. Quant aux causes, l'enquête en cours devrait appar-

ter plus de lumière, a-t-on appris. Déjà, les témoins pointent du doigt l'indiscipline et la défaillance des services qui gèrent le pont. En effet, ces derniers ont autorisé le passage simultané de deux véhicules faisant un total de plus de 60 tonnes alors que le poids maximal autorisé est de 15 tonnes. Les investigations conduiront certainement à des sanctions à l'encontre des responsables de ce drame qui risque bien d'asphyxier économiquement la province et d'affecter gravement le social des habitants. Mais cette enquête permettra aussi de déterminer les passants pris en flagrant délit de traversée ainsi que le nombre de

piétons sur le pont à l'heure du drame. Pour le moment, nous le disions, la province ne pleure aucun mort. Toutefois, plusieurs personnes se trouvaient bien sur le pont au moment de son effondrement, mais elles ont pu être repêchées des eaux. Beaucoup parmi elles sont en état de choc. Après le drame, l'heure est bien entendu au questionnement. Dans plusieurs villes du pays dont Kinshasa, l'on s'interroge sur les conséquences humaines de l'effondrement d'un pont, surtout dans les quartiers populaires. Beaucoup d'analystes prennent en exemple le pont de Pompage qui accueille actuellement tout le

trafic routier du quartier à la suite des travaux en cours dans les routes secondaires. « On ne sait pas déterminer le nombre de piétons, de camions, de voitures et de motos qui traversent simultanément ce pont. Le plus grave est la constitution d'un parking de fortune sur le pont, en complicité d'ailleurs avec la police routière », explique un habitant sous couvert de l'anonymat. Pour lui, « si un tel drame se produit à Pompage, il y aurait des morts par centaine. Mais l'autorité ne réalise pas toujours que la politique préventive existe ». Nous y reviendrons.

Laurent Essolomwa

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



CRISE EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE

Les Occidentaux continuent d'accentuer la pression sur la Turquie

Depuis la réexpédition par Ankara de son navire d'exploration dans les eaux maritimes de cette partie disputée pour rechercher du gaz naturel, les tensions sont ravivées, non seulement avec la Grèce et Chypre, mais aussi avec certains de ses alliés européens et les Etats-Unis. Les pays concernés exhortent les dirigeants turcs à cesser leurs « provocations » en Méditerranée, mais ces derniers prolongent la mission du bateau, faisant fi des appels de l'Occident à le retirer.

Estimant que les questions de délimitation maritime ne peuvent être réglées que de manière pacifique et conformément au droit international, l'Otan, l'Union européenne (UE), Washington, Berlin et Paris pressent la Turquie pour qu'elle mette un terme à son attitude qui constitue une « menace directe à la paix ».

« Si Ankara poursuit ses actions illégales, nous utiliserons tous les instruments à notre disposition », prévient la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, précisant que des sanctions économiques déjà élaborées sont prêtes à être « utilisées immédiatement » contre le gouvernement turc.

De leur côté, les Etats-Unis insistent sur le retrait du bateau contesté. « Nous exigeons que la Turquie cesse cette provocation délibérée et entame immédiatement des pourparlers » avec d'autres parties, déclare la porte-parole du département d'Etat américain, Morgan Ortega.

Au sujet de la même préoccupa-



Des dirigeants européens à Bruxelles

tion, la France réclame que « la Turquie mette fin à ses aventures dangereuses en Méditerranée ». Quant à l'Allemagne qui assure la présidence tournante de l'UE, elle estime que si la crise en Méditerranée orientale perdure, c'est qu'Ankara ne veut pas revenir sur ses ambitions décriées.

« S'il devait effectivement y avoir de nouvelles explorations du gaz turc dans les zones maritimes les plus controversées de la Méditer-

ranée orientale, ce serait un revers majeur pour les efforts de désescalade », souligne le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas.

La fenêtre de dialogue reste ouverte

« Ankara doit mettre fin au cycle de la détente et de la provocation si le gouvernement est intéressé par des pourparlers - comme il l'a assuré à plusieurs reprises », insiste le chef de la diplomatie allemande qui a

séjourné en Grèce et à Chypre pour évoquer ces tensions. Berlin demande encore à la Turquie « que la fenêtre de dialogue qui vient de s'ouvrir avec la Grèce ne se referme pas, en raison de mesures unilatérales ».

Malgré ces rappels à l'ordre, dont celui du récent sommet de l'UE qui menaçait Ankara de sanctions, s'il ne mettait pas un terme aux activités d'explorations énergétiques dans des eaux revendiquées par Chypre et la Grèce, les autorités turques

continuent de faire la sourde oreille. Pourtant à l'occasion, le Conseil européen appelait clairement la Turquie « à s'abstenir d'actions unilatérales qui vont à l'encontre des intérêts de l'Union européenne et violent le droit international et les droits souverains des États membres de l'Union ».

Athènes, Nicosie et Ankara connaissent de fortes tensions diplomatiques et militaires depuis le déploiement par la Turquie, du 10 août à la mi-septembre, d'un bateau d'exploration sismique, escorté de navires de guerre, pour procéder à des études au large d'îles grecques, dans une zone potentiellement riche en gaz naturel.

Fin septembre, ces voisins, sous pression internationale, avaient finalement accepté d'entamer des « pourparlers exploratoires » sur leurs différends méditerranéens, ouvrant la voie à une phase de détente. Mais la marine turque prolonge ses activités dans la région, déclenchant la colère de certains pays occidentaux.

Nestor N'Gampoula

GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE

L'atteinte de la neutralité carbone en 2050 est possible

Le défi vient d'une alliance d'investisseurs pesant 5000 milliards \$. Elle annonce son plan pour atteindre la neutralité carbone en 2050.

Il s'agit des membres de la Net-Zero Asset Owner Alliance. Ils détiennent 5000 milliards \$ d'actifs et ambitionnent de réduire les émissions directes de leurs portefeuilles de 16 à 29 % d'ici 2025 par rapport à 2019. C'est un premier pas vers la neutralité carbone promise par ce regroupement à l'horizon 2050. Cela prend uniquement en compte les émissions directes issues de la production électrique. Les membres de l'Alliance se sont également engagés à mesurer les émissions résultant des produits des entreprises dans lesquelles ils investissent. De profonds changements et des opportunités seront engendrés par l'économie bas carbone.

Nous voyons des gains importants pour les personnes prêtes à avancer sur ce chemin », a affirmé Günther Thallinger, membre du Conseil d'administration d'Allianz, l'un des membres du regroupement. Les trente fonds de pension et investisseurs membres de l'Alliance se sont engagés à faire évoluer leurs portefeuilles d'investissement vers la neutralité carbone d'ici 2050. Les membres de l'Alliance s'engagent à faire évoluer leurs portefeuilles d'investissement vers des émissions nettes de GES nulles d'ici 2050, conformément à une augmentation maximale de la température de 1,5 °C au-dessus des températures préindustrielles, en tenant compte des meilleures connaissances scientifiques disponibles, y compris les résultats du GIEC, et faire régulièrement rapport sur les progrès, y compris l'établissement d'objectifs intermédiaires tous les cinq ans conformément à l'article 4.9 de l'Accord de Paris.

A plus long terme, le groupe vise une sortie totale des investissements dans les entreprises dont une partie du chiffre d'affaires provient du charbon thermique, d'ici 2030 dans les pays de l'OCDE et de l'UE, et d'ici 2040 dans le reste du monde. Le groupe s'engage, dans le cadre de son plan stratégique « Quantum Leap » d'atteindre la neutralité carbone de son portefeuille d'investissement d'ici 2050. En outre, le groupe s'engage à ne pas investir dans les entreprises développant de nouveaux projets liés au charbon (mines, usines, centrales ou infrastructures).

Noël Ndong

75° ANNIVERSAIRE DE L'ONU

Le Congo et les agences du système des Nations unies réaffirment leur volonté de collaborer

En marge des activités relatives à la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations unies (ONU), le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso, et le coordonnateur résident des agences du système des Nations unies au Congo, Chris Mburu, ont organisé le week-end dernier au Centre d'information des Nations unies, une conférence virtuelle.

Cette rencontre virtuelle qui a connu la participation active des membres du corps diplomatique et des chefs d'agences des Nations unies ainsi que des représentants de la société civile a été une occasion pour les participants de réaffirmer leur attachement à l'ONU et leur volonté de coopérer. Ainsi, selon le ministre congolais des Affaires étrangères, de la Coopération et des Congolais de l'étranger, le gouvernement congolais s'attache à la faveur du thème global choisi pour la commémoration des soixante-quinze ans d'existence de l'ONU, à savoir « L'avenir que nous voulons, l'ONU qu'il nous faut : réaffirmons notre attachement collectif au multilatéralisme ».

Délivrant pour sa part le message du secrétaire général des Nations unies, le coordonnateur résident a reconnu que nous sommes face à des défis d'une ampleur colossale. Des défis que nous pouvons surmonter que si nous coopérons en faisant

preuve de solidarité car c'est la raison d'être des Nations unies.

« En ce jour d'anniversaire, j'invite les femmes et les hommes du monde entier à s'unir. L'ONU n'est pas seulement à vos côtés. Mais, elle vous appartient et c'est vous et nous les peuples », a déclaré Chris Mburu avant de se réjouir de l'hospitalité et de l'environnement de travail offerts au système des Nations unies au Congo.

Selon le coordonnateur résident, les manifestations relatives à cette commémoration se tiennent tout au long de l'année. Il sera organisé une session de sensibilisation des journalistes aux activités que mène l'ONU et le sondage intitulé ONU75. Un sondage destiné à recueillir l'opinion des populations sur l'avenir qu'elles veulent dans vingt et cinq ans quand l'ONU aura cent ans. Au Congo, ce sondage se poursuit et a déjà touché environ quatre mille participants. La suite des activités prévoit, entre autres événements, un mara-

thon dénommé « 75 km pour 75 ans » « Le temps n'est pas aux célébrations. Et le moins qu'on puisse dire est que cette commémoration se tient dans un contexte tout à fait différent de ceux que la plupart d'entre nous avons connu dans cette organisation. A l'heure où nous parlons, la pandémie continue de faire des vagues dans le monde entier. Elle s'est révélée être le plus grand défi mondial de l'histoire de l'Organisation des Nations unies, car elle fait des pressions sur nos sociétés, nos économies et nos systèmes de santé », a déclaré le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

Fondée en 1945 à la fin de la Seconde Guerre mondiale pour maintenir la paix et la sécurité internationale et promouvoir la coopération et le bien-être des peuples, l'ONU compte six organes principaux qui, avec les institutions spécialisées constituent le système des Nations unies (SNU).

Rock Ngassakys

PARTI CONGOLAIS DU TRAVAIL

Les comités appelés à élargir leurs bases

Le président de la fédération du Parti congolais du travail (PCT) de Brazzaville, Faustin Elenga, a invité les comités d'arrondissements à lancer des campagnes d'adhésion afin d'élargir leurs bases.



Faustin Elenga entouré de Daniel Illoye Gouya et Nathalie Kaki/Adiac

Les neuf comités PCT de Brazzaville ont tenu le week-end dernier leurs sessions inaugurales. Le président de la fédération de Brazzaville qui a sillonné les différents arrondissements a donné des orientations fermes.

En effet, parmi les comités visités par Faustin Elenga figure celui du cinquième arrondissement de Brazzaville, Ouenzé.

Réunis autour de leur président, Daniel Illoye Gouya, les membres du conseil du comité de Ouenzé ont été invités à recréer les conditions du vivre-ensemble et à s'acquitter de leurs cotisations statutaires. « A Ouenzé, les gens ne contribuent pas assez pour la bonne marche du parti. Il faut s'acquitter des cotisations statutaires, créer toutes les conditions pour que Ouenzé ne soit pas parmi les trois derniers arrondissements qui ne contribuent pas assez. C'est votre challenge », a exhorté Faustin Elenga.

Dans la perspective du recensement général de la population, le

président de la fédération PCT Brazzaville a invité les responsables des comités à une grande mobilisation pour la réussite de cette opération capitale.

Déplorant le fait que le comité du 5e arrondissement ne comptait qu'environ 10 000 membres sur de nombreuses personnes qui y habitent, il a appelé au lancement d'une vaste campagne d'adhésion. « Pour 2021, nous voulons que sur les cent mille habitants que compte Ouenzé, le PCT ait au moins 80 000 », a-t-il conclu.

S'agissant des travaux de la session inaugurale, ils ont débouché sur l'adoption du règlement intérieur du comité ; de la feuille de route et du budget du comité qui s'élève à 9 952 200 FCFA en recettes et en dépenses. Selon la déléguée fédérale, Nathalie Kaki, les résultats auxquels les participants sont parvenus n'auront de sens que s'ils appliquent les engagements pris. Ceci au travers du règlement intérieur, de la feuille de route et du budget subséquent qui traduit leur noble ambition

de réussir. « Cette ambition se traduira davantage au titre de l'année prochaine qui n'est plus qu'à deux mois de nous au cours desquels doivent s'amorcer impérativement et de manière efficace les préparatifs de l'élection présidentielle de 2021 », a-t-elle souligné.

Le président du comité PCT Ouenzé a, quant à lui, rappelé que cette session était d'une importance capitale au regard des batailles politiques qui pointent à l'horizon.

Daniel Illoye Gouya a notamment cité le scrutin présidentiel de 2021, des élections législative et locale de 2022. « Remporter ces élections reste un défi majeur à relever. Pour atteindre ces objectifs, il faille que chacun de nous s'y investisse corps et âme. Nous sommes donc appelés à faire montre de discipline, d'unité et à se transformer à la religion du travail bien fait pour assurer une victoire éclatante et dès le premier tour », a-t-il invité.

Parfait Wilfried Douniama

Le budget du comité de Djiri chiffré à plus de 11 millions FCFA

La somme arrêtée au cours de la session inaugurale du 24 octobre dernier servira pour la mise en œuvre de la feuille de route adoptée pour les deux mois restants de l'année en cours.

Réunis sous la direction du délégué fédéral, Jean Eyenga, les membres du conseil du comité du Parti congolais du travail (PCT) Djiri ont adopté un budget qui s'élève en recettes et en dépenses à la somme de 11 630 000 FCFA. Ils ont, par ailleurs, adopté le règlement intérieur et doté le comité d'une feuille de route de la période allant d'octobre à décembre 2020. En effet, cette rencontre, la première du genre depuis la mise en place des nouvelles instances dirigeantes de comité PCT du 9e arrondissement, a permis à sa présidente, Antoinette Olou Tiélé Gambia, de rappeler aux participants que c'est dans l'unité et la discipline qu'ils obtiendront de grands succès. En effet, le conseil du comité Djiri compte 677 membres issus de l'assemblée générale du 19 août 2020, pour 90 sections.

« Personne ne serait donc laissé au bord de la route. Ici à Djiri, il n'y aura pas de place pour les rancœurs et les divisions. N'oublions pas que c'est dans l'ordre et les politiques bien établies que nous serons des ultimes vainqueurs des échéances électorales qui pointent à l'horizon. Échéances au cours desquelles nous nous engageons fermement pour garantir à notre candidat, le camarade Denis Sassou N'Guesso, un succès éclatant en 2021 », a rappelé la présidente du conseil du comité PCT Djiri.

Présidant les travaux, le secrétaire fédéral aux affaires électorales et à l'urbanisme de la fédération PCT Brazzaville, Jean Eyenga, s'est félicité des résultats obtenus. Selon lui, les conclusions de cette rencontre n'auront de chance que si les engagements pris au travers

le règlement intérieur, la feuille de route et le budget subséquent sont appliquées dans l'unité, la cohésion et la discipline. « Cette ambition se traduira davantage toute l'année prochaine qui n'est plus qu'à deux mois de nous, deux mois au cours desquels doivent s'amorcer impérativement et de manière efficace les préparatifs de l'élection présidentielle de 2021 », a déclaré le délégué fédéral.

De passage à Djiri, le président de la fédération PCT Brazzaville, Faustin Elenga, a invité les responsables du parti dans le 9e arrondissement de lancer une vaste campagne d'adhésion pour remporter les prochaines échéances électorales. Il a aussi insisté, entre autres, sur la discipline et la cohésion entre les membres et le paiement des cotisations statutaires.

P.W.D.

FORCE MONTANTE CONGOLAISE

L'ancienne équipe passe le témoin à la nouvelle

La cérémonie de passation de consignes entre l'équipe sortante de la Force montante congolaise (FMC) dirigée par Juste Bernardin Gavet, et l'équipe entrante que préside Vadim Osdet Mvouba s'est déroulée le 24 octobre sous la supervision du secrétaire permanent chargé de la jeunesse du Parti congolais du travail (PCT), Marien Mobondzo Endzonga.

Transmettant les dossiers à son successeur, Juste Bernardin Gavet a fait état des craintes qui animaient la première direction de la FMC en sept ans. Selon le désormais premier secrétaire, « on ne croyait pas tenir le pari de la continuité de la FMC sept ans après ». Il a également assuré la nouvelle équipe de sa disponibilité pour les accompagner. « Vous pouvez compter sur nous et sur l'équipe qui était avec nous ».

Rappelant les querelles internes qui ont émaillé son mandat, Juste Bernardin Gavet a exhorté Vadim Osdet Mvouba à ne pas être épidermique. « Prenez soin de vous rapprocher de moi avant de réagir, si vous entendez des choses de moi sur votre façon de faire », a-t-il prévenu.

Elu le 10 octobre dernier, le nouveau premier secrétaire de la FMC a, quant à lui, pris un certain nombre d'engagements et fixé les défis prioritaires à relever. Osdet Vadim Mvouba entend, en effet, travailler pour un rayonnement collectif au sein du parti et du pays. C'est ainsi qu'il a engagé son équipe à mieux servir le parti en mettant ensemble les différentes énergies. « Nous allons poursuivre votre trajectoire de la plus belle manière. Redynamiser la jeunesse en plaçant le management sur le sceau de la gestion axée sur les résultats. Nous définirons les axes, identifierons les forces et faiblesses, examinerons la structure et son fonctionnement actuel. Il nous faudra réévaluer l'effectif global de la FMC », a-t-il laissé entendre.

Vadim Mvouba a, par ailleurs, appelé à la mobilisation générale en vue de remporter des victoires aux prochaines échéances électorales. Selon lui, la FMC est l'auxiliaire actif du parti socle de la majorité. « ... Nous devons mobiliser les jeunes de tous les horizons, veiller à la responsabilisation de la jeunesse pour qu'elle prenne part active au développement du pays ».

Supervisant la cérémonie, le secrétaire permanent chargé de la culture, de la jeunesse, du civisme et des sports du PCT, Marien Mobondzo Endzonga, a rappelé que leur organisation qui a surmonté les épreuves, gardé sa vitalité et son dynamisme ouvre une nouvelle et belle page de son histoire.

P.W.D.

VIE ASSOCIATIVE

La «JCI- Djiri responsable» présente un bilan satisfaisant

Le président de la Jeune chambre internationale (JCI)-Djiri responsable, Maxence Ondongo, a présenté un bilan positif sur les formations et les actions caritatives.

Au cours de la réunion bilancière, les membres de la Jeune chambre internationale (JCI)-Djiri responsable ont débattu du concept « citoyen actif » et du développement des capacités. « Au terme d'une année, nous arrivons à l'issue du mandat qui m'a été confié par mes homologues. Malgré la pandémie du coronavirus, la JCI-Djiri responsable a réalisé plusieurs actions humanistes pour lutter contre cette maladie: distribution des bavettes, désinfection de l'asile psychiatrique du CHU de Brazzaville et des milieux administratifs, sensibilisation des communautés aux mesures d'hygiène et aux mesures barrières », a indiqué Maxence Ondongo.

Le mandat 2019-2020 de la JCI- Djiri responsable a été aussi marqué par la mise en œuvre de plusieurs formations actives et éducatives à l'endroit des jeunes, entre autres, les projets : « Je sauve de vies », « l'indépendance financière » et « le pouvoir de se réinventer ».

« Par manque de temps, je n'ai pas pu faire beaucoup de choses. Je confierai au prochain président de l'organisation le dossier des formations relatives au développement du personnel et des séminaires de routine », a-t-il laissé entendre. A Brazzaville comme ailleurs dans le monde, la JCI est une organisation marquée par la convivialité entre ses membres. « On se tutoie ou on se vouvoie... Dans l'amitié, il y a la convivialité et l'amour qui sont des valeurs très attachées à notre organisation. Nous prônons la croissance et c'est à cause de ces valeurs que l'organisation s'est agrandie », commente Maxence Ondongo.

Par ailleurs, le nouveau président national de la JCI Congo, Andy Bemba, a apprécié l'initiative de la JCI- Djiri responsable en ces termes : « Que nous continuons à œuvrer pour que la citoyenneté active se précise sur le terrain au sein de nos communautés. Que nous contribuons aux changements en apportant le bien-être dans la vie de nos communautés ».

Signalons que la Jeune chambre internationale, communément appelée JCI, est une organisation non gouvernementale internationale des jeunes à but non lucratif. Il compte des membres dans environ 124 pays du monde et des organisations régionales ou nationales dans la plupart d'entre eux. Elle a le statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe, du Conseil économique et social des Nations unies et de l'Unesco. Elle encourage les jeunes à devenir des citoyens actifs et à participer aux efforts de développement social et économique.

Fortuné Ibara

BIODIVERSITÉ

Mbomo et le parc national d'Odzala-Kokoua en plein essor

La ministre du Tourisme et de l'Environnement, Arlette Soudan-Nonault, a séjourné du 23 au 24 octobre à Mbomo dans le département de la Cuvette-ouest, en vue de suivre les activités du projet de développement de l'écotourisme dans le parc national d'Odzala-Kokoua.

La visite de travail de la ministre a débuté par une rencontre citoyenne avec la population, les notables et chefs de quartier du district de Mbomo, puis ensuite avec les partenaires d'Odzala, à savoir African Park et Congo Conservation company (CCC). Mbomo est le berceau d'un environnement écologiquement naturel et d'un site touristique nationalement et internationalement en plein essor. Le développement du district de Mbomo en particulier et celui de la Cuvette-ouest en général, sont étroitement liés à la gestion durable de ses écosystèmes, condition préalable à l'épanouissement de l'écotourisme en vue de la diversification de l'économie nationale.

Prenant la parole sur demande de la ministre pour aborder les problèmes qui se posent entre la population et le partenaire principal qui est le Parc national d'Odzala Kokoua, le sous-préfet de Mbomo, Paul Obambi Dzion, les a résumés en trois points. Il s'agit, entre autres, de la non-rétrocession des 0,5% issus du budget touristique annuel par leur partenaire ; l'insuffisance des puits, la communauté rurale de Mbomo n'ayant qu'un puit. Le souhait serait d'obtenir au moins deux ou trois puits. Puis le licenciement de vingt-deux travailleurs sur cinquante-cinq à cause de la Covid-19. Sur ce point, la sous-préfecture a constitué un dossier crédible qui engage les jeunes. A la fin de la pandémie, les vingt-deux travailleurs



La population et notables de Mbomo (crédit photo/MTE)

reprindront le service.

S'adressant à la population de Mbomo, la ministre a précisé qu'elle est venue parler du tourisme responsable et durable, et également de l'environnement. Elle a évoqué la relation entre ces grands pachydermes qu'on appelle les éléphants, donc de la faune, et également de la flore. Sans cette biodiversité, on ne peut parler d'économie du tourisme. « Le développement durable c'est l'environnement, le social et l'économie. Et sans l'humain au centre pour réguler, pour protéger, pour conserver, nous ne pourrions pas y arriver. Donc, nous devons trouver comment concilier cet atout que nous avons, ce patrimoine naturel que nous

avons la chance d'avoir ici dans le district de Mbomo avec la gestion de ce grand parc d'Odzala, de toutes les activités économiques qui sont des alternatives économiques... », a souligné la ministre.

La population de Mbomo souhaite tirer profit de ses richesses naturelles

Au cours des échanges, la population de Mbomo a déploré le fait qu'une société exploitant de l'or ait détruit la biodiversité, entraînant ainsi la maladie de grattage de la peau appelée communément « Kwaka zoka ». De même, le problème de la cohabitation pénible avec les éléphants

qui ravagent les champs de manioc, rentrant même dans le village a été évoqué. Le tourisme étant le moteur du développement, la population rurale de Mbomo dit ne pas en tirer profit. Aussi, lorsqu'il y a recrutement au parc national d'Odzala-Kokoua, les places sont offertes à ceux venus d'ailleurs au détriment des riverains. Les quelques rares qui travaillent au parc ne bénéficient d'aucune promotion en dépit du nombre d'années passées.

Répondant aux populations, la ministre a expliqué qu'en ce qui concerne le reversement du pourcentage de 0,5%, elle travaille énormément là-dessus. En effet, African Park semble verser les 0,5%

à Odzala qui devrait les rétrocéder à la communauté au travers des mécanismes mis en place sur le plan institutionnel. A ce sujet, la ministre a indiqué qu'Odzala ne peut pas gérer les fonds d'African Park pour les communautés. Ce n'est pas possible. African Park doit donner ses 0,5% et Odzala autant. Ce sont deux entités différentes. African Park veille sur la biodiversité, alors qu'Odzala à la double casquette, il gère la biodiversité et fait de l'écotourisme. A cet effet, la ministre leur a donné deux mois pour respecter les textes en vigueur, en ce qui concerne le pourcentage de 0,5% de la gestion communautaire.

Quant au conflit « Homme-Eléphant », de même que l'exploitation de l'or dans le non-respect de l'environnement, la ministre a déclaré qu'il y a des séances de travail pour tous ces problèmes, dédommagement et autres.

Notons que le parc d'Odzala est l'un des plus vieux parcs d'Afrique centrale et même du continent africain. Il a été créé en 1935 à l'initiative d'un administrateur de l'Afrique équatoriale française (AEF). Initialement le parc ne mesurait que 1200 km² et s'appelait parc national d'Odzala. Ce n'est qu'en 2001 qu'il a été étendu au niveau du nord et a intégré la région regorgeant la rivière kokoua, et est devenu le parc national d'Odzala kokoua. Sa taille actuelle est de 13546km².

Bruno Okokana

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT DES AGENTS DE COLLECTE DU 5^e RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT (RGPH-5)

La République du Congo réalise son 5^e recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5) qui permettra d'actualiser les données sur les caractéristiques démographique et socioéconomiques de la population à tous les niveaux géographiques.

L'institut national de la statistique se prépare à exécuter le dénombrement principal du 21 novembre au 20 décembre 2020 après avoir organisé la cartographie censitaire qui a permis de découper le territoire national en zone de dénombrement (ZD), entité géographique qui sera confiée, pendant le dénombrement principal, à un et un seul agent recenseur. Le présent avis à manifestation d'intérêt a pour objectif de recruter les agents qui auront pour mission la collecte des données au sein de chaque zone de dénombrement pendant un mois, moyennant une rémunération. La collecte des données sera précédée d'une formation pendant 21 jours.

Le directeur général de l'INS invite toute personne intéressée à faire acte de candidature au siège des mairies d'arrondissement, des sous-préfectures et des directions départementales de la statistique de son domicile ou de s'inscrire sur le site de l'INS : <https://www.ins-congo.org>

PROFIL DU CANDIDAT

- 1- être de nationalité congolaise ;
- 2- être âgé de 18 ans au minimum et de 59 ans au maximum, au moment du dépôt du dossier de candidature ;
- 3- être titulaire au minimum du Baccalauréat ou d'un diplôme équivalent ;

- 4- avoir une parfaite maîtrise de l'outil informatique (ordinateur et tablette/smartphone) ;
- 5- être disponible pendant la période de l'opération ;
- 6- savoir parler les langues vernaculaires (lingala, kituba, etc) ;
- 7- être en parfait état de santé physique ;
- 8- avoir une endurance physique.

DOSSIER DE CANDIDATURE

- 1- une demande de candidature adressée au Directeur général de l'institut national de la statistique (INS) indiquant la commune, l'arrondissement ou la sous-préfecture d'affectation souhaité ;
- 2- une photocopie du diplôme ;
- 3- un curriculum vitae détaillant le cursus scolaire et/ou universitaire et les diplômes obtenus ;
- 4- un certificat de nationalité ou une photocopie du titre d'identité légal (Carte Nationale d'Identité, Passeport).

Les dossiers de candidature doivent être déposés au plus tard le 30 octobre 2020 à midi, délai de rigueur.

Pour plus de renseignements s'adresser à la direction générale de l'INS (sise rue Mfoa, en face de l'ex radio Congo, centre-ville de Brazzaville) ou dans les directions départementales de la statistique.

Lien pour l'enregistrement en ligne : <https://www.ins-congo.org/inscription>

Fait à Brazzaville, le 16 octobre 2020
Le directeur général de l'Institut National de la Statistique
Gabriel BATSANGA

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Musée du Bassin du Congo

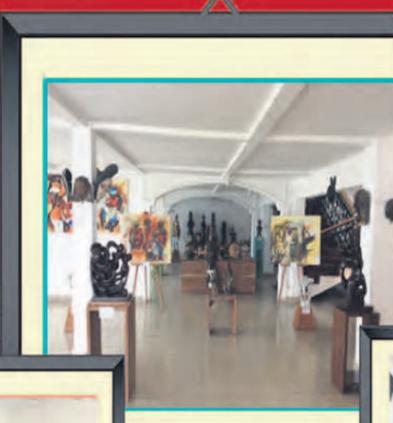
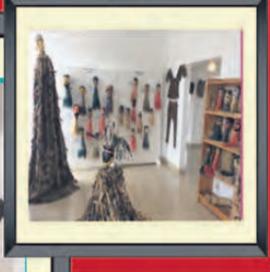
Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE

galerie CONGO

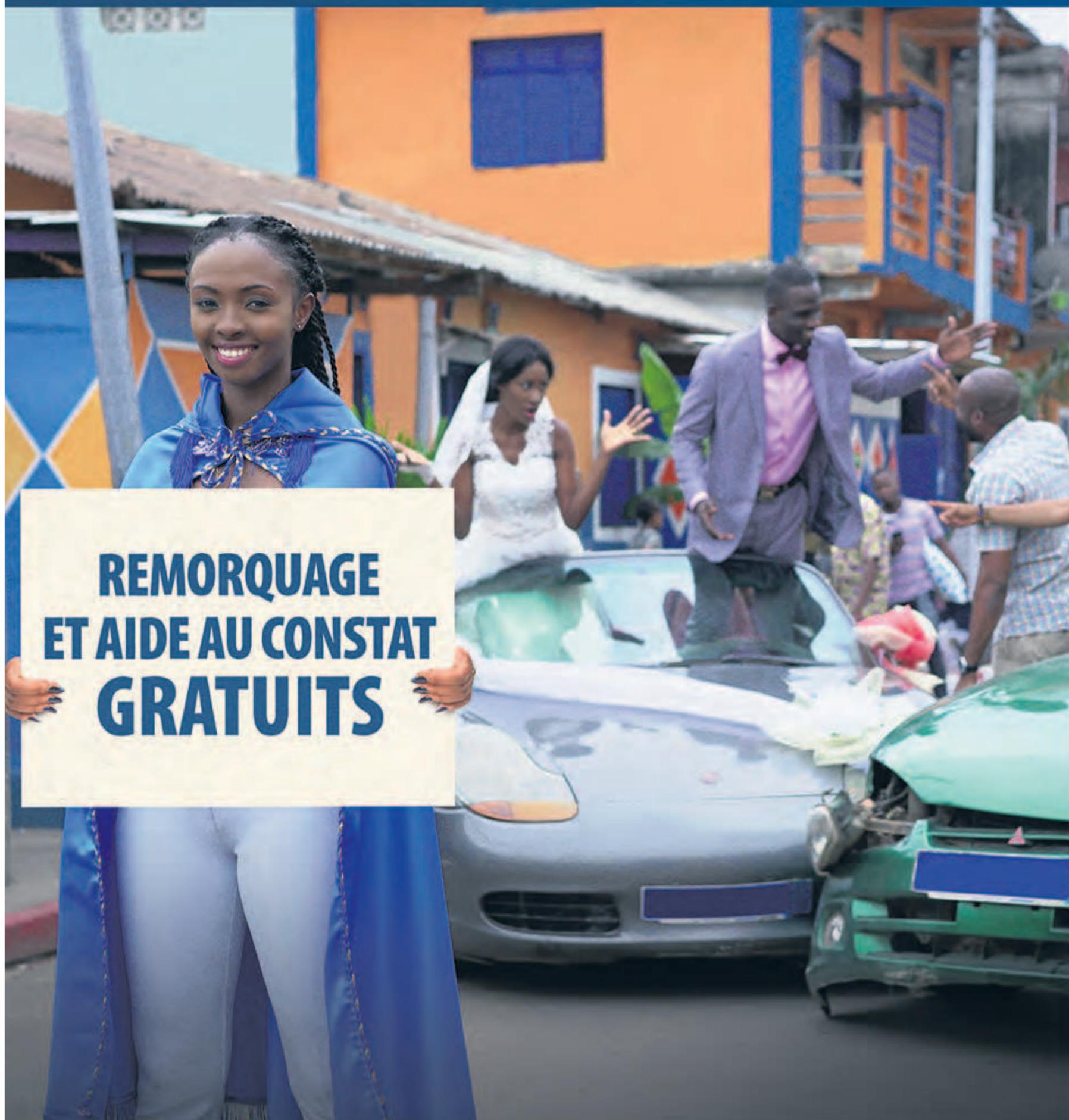
ARTS ET EXPRESSIONS


L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo.



SAHAM ASSURANCE AUTO

En cas de panne ou d'accident, nous sommes à vos côtés.

Quel que soit votre type de véhicule, bénéficiez d'offres adaptées à vos besoins. En cas de choc ou de panne, le constat, le remorquage et la voiture de remplacement sont gratuits. Pour plus de renseignements, rendez-vous dans l'une de nos agences.

ASSISTANCE
05 053 58 58

www.sahamassurance.cn

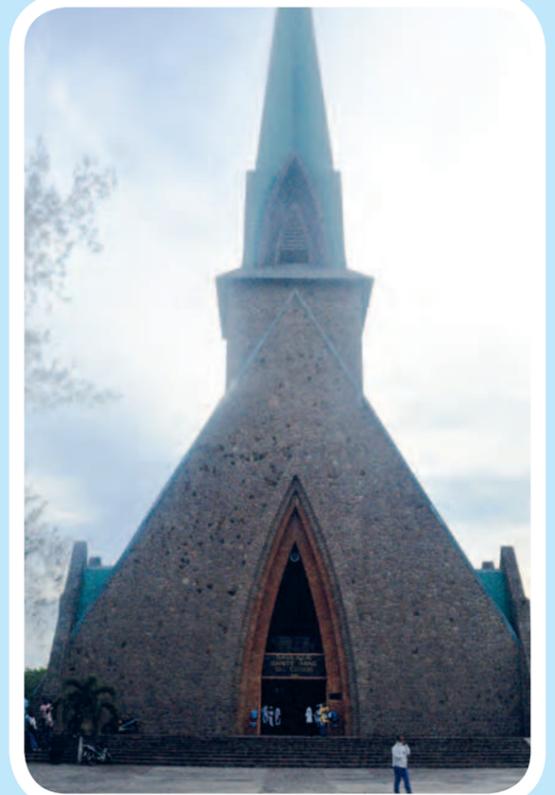


SAHAM
Assurance

member of  Sanlam group

80 ANS DU MANIFESTE DE BRAZZAVILLE

Les grands moments de la messe célébrée en la Basilique Sainte-Anne de Brazzaville



IMPÔTS

Les commerçants invités à contribuer à l'élargissement de l'assiette fiscale

Le directeur général des Impôts et des Domaines, Ludovic Itoua, a lancé un appel le 27 octobre à Brazzaville aux contribuables de payer les impôts afin de permettre à l'administration fiscale de faire face aux impératifs budgétaires. Il s'est exprimé lors d'une rencontre avec le syndicat des commerçants du Congo.

« Nous avons cherché à rencontrer le syndicat des commerçants du Congo pour échanger avec eux. Car, la force des impôts c'est les contribuables. On ne peut pas aller en 2021 avec des problèmes en suspens, il fallait en discuter », a indiqué le directeur général des Impôts. Depuis quelque temps, les commerçants dénoncent les mauvaises pratiques de certains agents des impôts qui procèdent à la fermeture abusive des magasins à Ouenzé (5^e arrondissement de Brazzaville), à cause de la taxe immobilière sans une mise en demeure ; des recouvrements par les agents fiscaux sans pièce justificative ; l'augmentation du simple au double du montant des impôts de certains commerçants, sans raisons valables.



L'administration fiscale et le syndicat des commerçants lors de la réunion

« Nous sommes conscients des comportements déviants de certains de nos collaborateurs sur le terrain. Nous aurons l'occasion de les faire asseoir pour les conscientiser et les moraliser afin que les pratiques décriées ne se repro-

Le paiement des impôts est pour nous un devoir. Malheureusement, pour cette année, la situation s'est compliquée à cause de la crise sanitaire et les agents des impôts ne nous facilitent pas la tâche. Le directeur nous a rassurés, nous sommes confiants. »

duisent plus », a déclaré Ludovic Itoua.

Pour le vice-président des syndicats des commerçants du Congo, Alexandre Ossébi, cette réunion était salvatrice. « C'est une rencontre que nous avons voulue depuis un moment. A cause de ces abus, à Makélékélé, on compte environ 60% des commerçants qui n'ont pas encore payé leurs impôts à cause des exigences des agents », a-t-il souligné et de poursuivre : « Le paiement des impôts est pour nous un devoir. Malheureusement, pour cette année, la situation s'est compliquée à cause de la crise sanitaire et les agents des impôts ne nous facilitent pas la tâche. Le directeur nous a rassurés, nous sommes confiants. »

Lopelle Mboussa Gassia

THÈSE DE DOCTORAT

Aperçu sur l'impact des aides publiques au développement rural au Congo

La chercheuse Nicole Yolande Ebama vient de soutenir, le 26 octobre à Brazzaville, sa thèse en géographie rurale et économique. S'appuyant sur le cas du département des Plateaux, au nord du pays, l'auteure aborde la question de l'efficacité des aides publiques et privées en faveur des paysans, dont les résultats restent mitigés dans le monde rural.

La thèse de Nicole Yolande Ebama est pionnière en matière d'étude du développement rural en République du Congo. Elle présente l'organisation des paysages ruraux, le développement local des zones rurales, les principales activités agricoles, l'habitat et l'urbanisation. L'auteure a choisi le département des Plateaux comme terrain d'étude, en raison de sa position géographique, situé au centre de la République du Congo, de sa diversité culturelle et de ses activités agricoles.

La chercheuse qui désigne l'aide au développement rural comme une action volontaire par un acteur extérieur pour impulser le développement local et agricole, distingue à ce titre trois catégories de donateurs. Il s'agit tout d'abord de l'État à travers ses divers projets comme le Fonds de soutien à l'agriculture, le Projet

de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales ; les partenaires au développement parmi lesquels la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) le FIDA (Fonds international de développement agricole) ; et les acteurs privés tels que les associations caritatives et politiques, les anonymes.

Elle a soulevé l'ambiguïté persistante quant à l'affectation des aides, les réalités opérationnelles et leurs impacts réels sur les activités de production, avec des chiffres à l'appui. Pendant longtemps, la conception de l'aide est limitée à l'apport financier et en assistance technique de la part des donateurs vers le monde rural. « L'aide est efficace si et seulement si les projets mis en place sur le terrain arrivent aux paysans ou améliorent le quoti-

dien des bénéficiaires. Le département des Plateaux par rapport aux autres localités du pays n'a pas bénéficié de l'aide efficace », a estimé Nicole Yolande Ebama.

Durant ses enquêtes, l'universitaire a pu interroger 3360 paysans, dans douze catégories socio-économiques, répartis dans quatre localités du département des Plateaux. D'après le directeur de la thèse, le professeur Bonaventure Maurice Mengho, celle-ci dresse le bilan de l'ensemble des aides dont bénéficie le département des Plateaux de l'indépendance à nos jours. Elle questionne sur l'utilité de ce mode d'investissement en faveur du monde rural qui ne tient compte des réalités locales et dont les ressources budgétaires font l'objet de détournement.

C'est aussi l'avis du professeur Marc Louis Ropivia, président du jury et ancien recteur de l'Université Omar Bongo (Libreville), qui a souligné l'urgence de la modélisation des techniques d'intervention en milieu rural, l'amélioration de la production agricole pour assurer la sécurité alimentaire, la production diversifiée. « Il faut revoir les formes des aides apportées et le ciblage des bénéficiaires », a-t-il dit. La détérioration du monde rural est due



L'impérante Nicole Yolande Ebama/Adiac

du jury. Sa thèse intitulée « Les aides publiques et privées au développement rural au Congo : l'exemple du département des Plateaux. Bilan et perspectives », est riche de 440 pages divisées en trois parties et neuf chapitres.

Fiacre Kombo

« L'aide est efficace si et seulement si les projets mis en place sur le terrain arrivent aux paysans ou améliorent le quotidien des bénéficiaires. Le département des Plateaux par rapport aux autres localités du pays n'a pas bénéficié de l'aide efficace »

à l'inadéquation des aides apportées, l'absence d'un mécanisme de suivi-évaluation, la mauvaise gestion et le détournement des subventions allouées.

À noter que l'auteure Nicole Yolande Ebama a validé sa thèse avec une mention très honorable et félicitation

CORONAVIRUS

Nkayi promet de remettre le masque avec des conditions

Les associations des femmes de la ville sucrière ont rassuré la ministre en charge de la Santé, Jacqueline Lydia Mikolo, qu'elles sont prêtes à œuvrer pour que la localité renoue avec le port de la bavette, pourvu que les éléments de la force publique respectent les citoyens dans leurs droits.



Échange entre les femmes de Nkayi et la ministre en charge de la Santé

A Nkayi, ville sucrière, capitale économique du département de la Bouenza, la population vaque à ses occupations sans tenir compte de la mesure barrière, contre la Covid-19, relative au port de masque. Le refus d'en porter remonte à l'incident ayant causé la mort d'une jeune fille, interpellée et battue par les éléments de la force publique, le mois dernier. « Ici, si tu mets le masque, tu seras frappé », indiquent les jeunes interrogés à ce propos. En dehors des policiers, ceux qui portent le masque actuellement à Nkayi viennent des autres localités. Ils sont regardés d'un mauvais œil courant le risque d'être agressés.

Dialogue avec la ministre

Après avoir installé les agents de santé contractuels à l'hôpital de base de Nkayi, au Centre de santé intégré de Mouananto, la mi-

nistre Jacqueline Lydia Mikolo a échangé avec les femmes venues de tous les coins de la localité, le 26 octobre, en début de soirée. Sans langue de bois, elles ont débatté tout ce qu'elles avaient à dire surtout à propos du port de masque.

« Nous sommes conscientes de la maladie. Ici à Nkayi nous sommes prêtes à convaincre nos enfants, nos maris à renouer avec le port du masque mais à une seule condition : que les éléments de la force publique respectent la population, qu'ils participent eux aussi à la sensibilisation de façon pédagogique, sans brutalité, sans nous demander des amendes fantaisistes », a déclaré Clarisse Mabilia, activiste d'une association de la place.

Les femmes ont, par ailleurs, dénoncé les actes déviants de certains éléments de la force publique ayant la responsabilité

de faire respecter les mesures barrières édictées par le gouvernement dans le cadre de la lutte contre le coronavirus.

Appel à la vigilance

« Le gouvernement travaille d'arrache-pied pour trouver des solutions durables à ce que vous dénoncez. Mais, vous ne devez pas laisser des personnes mal intentionnées profiter du coronavirus pour semer le trouble ici à Nkayi ou ailleurs. Nous avons beaucoup de projets à réaliser mais dans la quiétude. Demeurez vigilantes », a déclaré la ministre Jacqueline Lydia Mikolo.

Dans la foulée, la ministre a procédé à la distribution des masques. En attendant un changement à ce propos, la population de Nkayi ne met pas de masque pour l'heure.

Rominique Makaya

ENTREPRENARIAT

Les animateurs d'entreprises édifés sur les pratiques managériales

Le mouvement des jeunes congolais pour la réflexion et l'analyse (Mojecra) que préside Daniel Oba a organisé, le 24 octobre à Brazzaville, un stage de formation sur le leadership au sein d'une organisation en vue de contribuer à l'amélioration des performances des organisations de la société civile et des administrations.



Vue partielle des participants/Adiac

L'atelier de formation initié en faveur des animateurs d'associations, ONG, organisations publiques et privées leur permettra de contribuer à la promotion des meilleures pratiques managériales.

Les participants ont été édifés sur les fondamentaux du management et du leadership notamment sur les notions de manager, les qualités ou valeurs d'un leader ainsi que sur leurs styles, avantages et inconvénients.

« Le stage de formation a pour but de faire découvrir aux apprenants le monde du travail et de mettre en pratique les connaissances ainsi que d'acquérir une expérience professionnelle. Nous pensons aussi que dans certaines entreprises il constitue parfois un moyen de pré-recruter les candidats en les observant à leur futur poste », a indiqué un séminariste.

Le formateur Daniel Oba a notifié qu'il existe un management situationnel qui est adapté à l'autonomie des collaborateurs. Par contre, il y a plusieurs styles: directif, explicatif, participatif et déléguatif.

Fortuné Ibara

FORMATION QUALIFIANTE

Les apprenants sur l'énergie solaire photovoltaïque passent à la pratique

Après trois semaines des cours théoriques, près de huit cents jeunes ponténégrins bénéficiaires du séminaire gratuit sur l'installation et la maintenance des panneaux solaires photovoltaïques ont abordé la partie pratique qui consiste à faire le montage des panneaux.

Sous la supervision du PDG de la société Mac Service BDS, Moïse Devallon N'Dendé, l'initiateur de ladite formation dédiée à douze mille jeunes Congolais de tous les départements du pays, la phase pratique du séminaire a démarré le 23 octobre et durera une semaine. Soucieux d'arracher leur qualification devant les observateurs, près de huit cents apprenants, filles et garçons, engagés à la formation, s'illustrèrent et accomplissent avec facilité l'installation des panneaux solaires par groupe de quatre ou de cinq pour permettre à ceux qui n'ont pas bien compris la partie théorique durant les trois semaines de parvenir à faire le montage des panneaux solaires photovoltaïques.

Soulignons que cette phase pratique est l'avant dernière étape de la formation avant les évaluations qui permettront aux organisateurs de primer les meilleurs.

...Filles et garçons, engagés à la formation, s'illustrèrent et accomplissent avec facilité l'installation des panneaux solaires.



Des apprenants par groupe de travail/Adiac

Charlem Léa Itoua

COOPÉRATION CULTURELLE

L'OIF prévoit de soutenir les artistes et écrivains congolais

En visite à Brazzaville, la secrétaire générale de l'organisation internationale de la francophonie (OIF), Louise Mushikiwabo, a eu, le 25 octobre, une séance de travail avec les artistes et écrivains congolais.

A travers les échanges inter actifs avec ses interlocuteurs, la secrétaire générale de l'OIF a voulu rendre hommage à la créativité culturelle congolaise. Ces retrouvailles avaient pour objectif de trouver un terrain d'entente sur les activités prioritaires entre l'OIF et les femmes et les hommes de lettres et de culture congolaises.

La secrétaire générale de l'OIF a déclaré: « Je ne suis pas du tout étrangère ni à ce pays, ni à sa richesse littéraire et culturelle. Depuis mon enfance, j'ai des liens personnels avec son monde littéraire, puisque le grand écrivain congolais Tchicaya Utamsi était un ami de mon oncle qui était lui aussi un grand écrivain rwandais, l'Abbé Alexis Kagame. Ils ont fait beaucoup de bonnes choses ensemble sur le continent africain et même en Europe. Ce sont des hommes qui s'entendaient sur la nécessité de la présence littéraire et historique de l'Afrique sur l'échiquier mondial », a-t-elle témoigné.



Remise du tableau de l'Ecole de peinture de Poto-Poto à la SG de l'OIF/crédit photo/Adiac

Sur la revalorisation des langues africaines, la secrétaire générale de l'OIF pense qu'il n'y a aucun doute dans son esprit et pour le mandat de la francophonie que la langue française qui est le ciment qui unit tous les membres de l'OIF, doit exister en coexistence harmonieuse et en complémentarité des langues nationales et locales.

La secrétaire générale de l'OIF a émis le voeu de voir son institution collaborer avec les artistes et écrivains congolais. De son côté, la directrice de la langue française et de la diversité culturelle, Nivine Khaled, a reconnu que le Congo Brazzaville est une terre riche en plumes, foisonnante d'artistes, terroir et réservoir des femmes et des hommes qui

savent écrire, sculpter, dessiner, peindre, chanter, danser et s'habiller.

Remerciant la secrétaire générale de l'OIF, le ministre de la Culture

et des Arts, Dieudonné Moyongo, a déclaré, « Brazzaville est une ville que vous connaissez bien. Ici à Brazzaville, vous êtes chez vous. Brazzaville qui est le foyer de la littérature, de la francophonie, des arts plastiques est le berceau de la musique; parce qu'elle fait partie des villes créatives de l'Unesco ».

Intervenant à leur tour, les écrivains ont exprimé leur souhait de voir l'OIF accompagner les éditeurs et écrivains ; trouver des solutions pour permettre aux malvoyants de pouvoir transcrire les œuvres littéraires en écriture braille ; aider les jeunes filles à avoir accès aux livres et faciliter la diversité linguistique.

Le ministre de la Culture et des Arts a remis à la secrétaire générale de l'OIF une oeuvre d'art de l'Ecole de peinture de Poto-Poto.

Bruno Okokana

SONY WORLD PHOTOGRAPHY AWARDS

L'appel à candidature lancé

Le concours de photographie lancé par la société Sony vise à célébrer des images individuelles exceptionnelles immortalisant le monde qui nous entoure. L'appel candidature prendra fin au plus tard le 14 janvier 2021.

Le concours de photographie dénommé Sony world photography Awards (SWPA) s'adresse aux photographes, en herbe et professionnel, du monde entier. Il se décline en quatre catégories.

La première intitulée « Professionnel » récompense et présente les œuvres les plus remarquables au monde. Les artistes peuvent saisir plusieurs séries d'œuvres dans différentes catégories comme architecture et design, création, projets documentaires, environnement, paysage, monde naturel et faune, portrait, nature morte, sport et portfolio.

La deuxième catégorie appelée « Open » célèbre des images autonomes exceptionnelles du monde entier. Les photographes de tous niveaux peuvent saisir plusieurs images individuelles en architecture, culture, création, mouvement, paysage, mode de vie, monde naturel et faune, portrait, nature morte, objet, photographie de rue et voyage.

La troisième catégorie est consacrée à la « Jeunesse » avec un thème changeant, du 1er juillet au 31 décembre. Le concours Jeunesse vise à donner plus d'opportunités aux jeunes photographes âgés de 12 à 19 ans. Les juges recherchent de nouvelles approches de la photographie et des images montrant la vision du



créatives mettant en lumière le monde qui nous entoure dans toute sa beauté et sa diversité. Il serait notamment une bonne occasion de donner de la visibilité aux photographes dont le travail pourrait n'avoir jamais été vu sur le plan international. « Le jury recherche des images frappantes, bien conçues et d'une qualité exceptionnelle. Les images réussies communiqueront un récit visuel grâce à d'excellentes compétences techniques et créatives », soulignent-ils.

Prix

Le lauréat de la catégorie « Photographe ouvert de l'année » recevra un prix de 5 000 dollars, une gamme d'équipements d'imagerie numérique, les frais de transport et d'hébergement pour la cérémonie de remise de prix à Londres, ainsi qu'une représentation à l'exposition des SWPA à la Somerset house.

Les dix autres gagnants bénéficieront d'une gamme d'équipements d'imagerie numérique, une publication dans le livre des SWPA et une exposition à ce rendez-vous. Une marque de reconnaissance sera rendue à tous les photographes présélectionnés, grâce à une présentation sur écran digital de leurs œuvres au cours de la soirée.

Merveille Atipo



COMMUNIQUE DIVERS

Le président du bureau exécutif national de l'association des anciens enfants de troupe du Congo porte à la connaissance de tous les AET que la cérémonie d'hommage à l'AET Jacques Joachim Yhombi Opango, matricule 109, aura lieu le vendredi 30 octobre 2020 à la stèle des AET, à partir de 9 H 00 (heure de rigueur d'arrivée).

Ainsi, pour des raisons liées à l'observation des mesures barrières et d'ordre protocolaire, n'y prendront part que les anciens enfants de troupe invités. Il s'agit :

- Des membres d'honneur ;
- Des membres honoraires ;
- Des présidents honoraires ;
- Des membres du bureau exécutif national ;
- Des membres de la commission de contrôle et d'évaluation ;
- Des présidents de génération ;
- Des présidents de promotion + un membre ;
- L'AET portant le dernier matricule.

Tenue exigée : costume noir, avec chemise blanche et cravate noire.

Les autres anciens enfants de troupe sont invités à avoir une pensée pieuse pour l'illustre Disparu partout où ils se trouveront.

Fait à Brazzaville, le 26 octobre 2020

Le Vice-Président
AET Armel NZOULANI NKOUNBOU

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Lebouala Maty Rosette, je voudrais dorénavant être appelé Andy Maty Rosette.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois (3) mois.

LIGUE DES CHAMPIONS

Le Real, Paris et Atletico n'ont plus droit à l'erreur

Déjà dos au mur après sa défaite lors de la première journée, le Real de Madrid doit à tout prix l'emporter ce mardi en Allemagne sur le terrain de Mönchengladbach pour le compte de la deuxième journée. Battus eux aussi dès l'entame, le Paris Saint-Germain et l'Atlético de Madrid, Dortmund et l'Olympique de Marseille doivent montrer un autre visage.

C'était l'une des surprises de la première journée. Le Real de Madrid se retrouve dernier du groupe B après avoir concédé la défaite à domicile 2-3 face au Chakhtar Donetsk. Après avoir réussi à éviter une troisième défaite d'affilée toute compétition confondue en s'imposant 3-1 face au FC Barcelone lors du Classico, les joueurs de Zinedine Zidane n'ont plus le choix que de répéter la même performance en Allemagne pour relancer leurs chances de qualification. Dans l'autre match du groupe, l'Inter de Milan tenu en échec 2-2 par le club allemand a peut-être l'occasion de reprendre la tête du groupe B s'il l'emporte sur le terrain de Chakhtar Donetsk.

Dans le groupe A, le Bayern de Munich qui brille de mille feux se déplace sur le terrain de Lokomotiv de Moscou, auteur d'un excellent match nul sur le terrain de RB Salzburg. Les Allemands sont largement favoris. Les Autrichiens de Salzburg se rendront, quant à eux, à Madrid pour y défier l'Atlético de Madrid, humilié à Munich

0-4 lors de la première journée. L'Olympique de Marseille qui effectue son retour en Ligue des champions joue gros ce mardi en recevant Manchester City le leader du groupe C. City s'était imposé lors de la première journée devant Porto 3-1 pendant que les Phocéens concédaient dans les ultimes minutes une défaite 0-1 face à Olympiakos. Dans l'autre match du groupe, le club grec se déplacera sur le terrain de Porto.

Dans le groupe D, Liverpool vainqueur d'Ajax 1-0 lors de la première journée accueille Midtjylland, écrasé par Atalanta 0-4. Les Italiens vont, quant à eux, recevoir Ajax d'Amsterdam.

Mercredi, le Paris Saint-Germain sera reçu par les Turcs d'Istanbul Basaksehir. Battus au Parc des Princes par Manchester United, les finalistes de la dernière édition doivent montrer que leur contre-performance à domicile lors de la première journée n'était qu'un incident de parcours. Il faut gagner pour

se remettre la tête à l'endroit. Dans l'autre match du groupe, Manchester United accueille Leipzig pour un match pour la première place du groupe H. Dans le groupe G, il y a le duel attendu entre la Juventus et le FC Barcelone, les deux équipes vainqueurs de la première journée. Le Barça avait écrasé Ferencvaros 5-1 puis la Juve avait eu raison de Dynamo de Kiev 2-0. Le club ukrainien sera reçu le mercredi par Ferencvaros.

Dans le groupe E, le FC Seville reçoit le Stade Rennais alors que Chelsea se déplacera sur le terrain de Krasnodar. Les quatre équipes comptent chacune un point.

Dans le groupe F, le FC Bruges accueille la Lazio puis Dortmund tentera de se relancer face au Zenit Saint Pétersbourg. Lors de la première journée, la Lazio avait eu raison de Dortmund 3-1 pendant que Bruges s'imposait face aux Russes 2-1.

La 3^e journée se jouera le 3 novembre

James Golden Eloué

COUPE AFRICAINE DE LA CONFÉDÉRATION

La Renaissance sportive Berkane récompensée

Les Marocains de la Renaissance sportive de Berkane se sont imposés le 25 octobre au Complexe sportif Moulay Abdallah de Rabat 1-0 devant la formation égyptienne de Pyramids FC en finale de la Coupe de la confédération.

Les joueurs de RS Berkane avaient terminé la finale de la saison dernière en larmes après avoir courbé l'échine devant le Zamalek lors de leur première finale. Une année après, les voilà récompensés de leur effort sur le terrain. La Renaissance Berkane a non seulement remporté son premier titre continental mais aussi a réussi à prendre sa revanche face à un club égyptien.

Elle a tiré son épingle de jeu grâce à l'unique but de la rencontre inscrit par Issoufou Dayo, opportuniste à la 15^e minute. RS Berkane qui s'est procurée les meilleures occasions du match pouvait améliorer sa performance si des attaquants étaient adroits devant le but adverse. Le RS Berkane est le cinquième club marocain à remporter cette coupe de la confédération après le Raja de Casablanca (2018), Mas de Fès en 2011, Fus de Rabat en 2010 et FAR du Rabat en 2005. Interrompue en mars à cause de la crise sanitaire due à la pandémie du coronavirus, la Coupe de la confédération a rendu son verdict sous le format inédit de final four qui s'est disputé au Maroc. La finale s'est déroulée à huis clos.

Cette formule n'a pas été appliquée en Ligue africaine des champions. Les demi-finales se sont disputées en aller et retour. Pour l'instant, l'affiche de la finale n'est pas encore connue car la demi-finale retour initialement prévue le 24 octobre entre le Raja de Casablanca au Zamalek a été repoussée au 1^{er} novembre à cause de huit cas confirmés de Covid-19 dans l'effectif du club marocain. Au match, le Raja s'était incliné sur ses propres installations 0-1. Dans l'autre demi-finale, Al Ahly du Caire s'est qualifié en battant le 23 octobre le Wydad de Casablanca 3-1. A l'aller le club égyptien avait pris le meilleur sur celui du Maroc 2-0. La finale de la Ligue des champions est programmée pour le 6 novembre.

J.G.E.

NECROLOGIE

La famille Zolabantou et la grande famille « Bana Mbinda » ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur fils, frère, père et ami, Gervais Zolabantou, survenu le 18 octobre à Brazzaville des suites d'une courte maladie. La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis rue Nkoua, au quartier Nzoko terminus Kinsoundi, non loin de la station-service Puma. La date de l'inhumation sera fixée ultérieurement.



Arsène Gobali, agent des Dépêches de Brazzaville et la famille Mbavoula informent parents, amis et connaissances que le programme des obsèques de leur père et oncle Benjamin Nkoua, chef de terre de Yié, district d'Igné, décédé le jeudi 15 octobre à Brazzaville se dérouleront comme suit :

La veillée mortuaire se tient au village Yié.

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.

Mercredi 28 octobre : levée du corps à la morgue de Talangai ; 10h00 : départ pour le village Yié et recueillement ;

Jeu 29 octobre : 14h00 départ pour le cimetière familial au village Yié ; -16h00 : fin de cérémonie.



Arsène Gobali, agent des Dépêches de Brazzaville et la famille Oloura informent parents, amis et connaissances du décès le 20 octobre, de leur père, oncle et beau-père Daniel Oloura (Krihos) chef du village de Mingali-Bambou dans le district d'Igné. La veillée mortuaire se tient au village Mingali-Bambou. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



Nely Carole Biantomba, les enfants Nsanga, les familles Nkounkou Kimbembe et Nsangou ont l'immense tristesse d'annoncer aux parents, amis et connaissance le décès de leur maman Nsanga née Kiyéla Élisabeth, le 25 octobre à 5h suite à une courte maladie. La veillée mortuaire se tient au n°6 de la rue de la Baide quartier Moukondo-Mazala Terminus vers le CEG Moukondo derrière l'école de police. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



FINANCES

Le budget de l'Etat 2021 s'élève à plus de 1800 milliards FCFA

Le ministre délégué au Budget, Ludovic Ngatsé, a présenté le 26 octobre aux sénateurs le projet du budget de l'Etat exercice 2021 arrêté en dépenses et en recettes à la somme de 1.846 milliards 109 millions FCFA contre 1.525 milliards 297 millions FCFA en 2020.

Ce budget, a indiqué le ministre Ludovic Ngatsé, connaît une légère augmentation de 22, 8%. Ses ressources comprennent, entre autres, les recettes fiscales chiffrées à 686 milliards 300 millions FCFA, les impôts et taxes intérieures 576 milliards 331 millions, les droits de douanes 110 milliards, dons, legs et fonds de concours de 45 milliards FCFA, des cotisations sociales reconduites à 53 milliards 490 millions de CFA et de bien d'autres recettes.

Les dépenses budgétaires sont projetées à 1640 milliards 255 millions en 2021, contre 1630 milliards dans le budget réajusté de 2020, soit une baisse d'environ 1%. Ces dépenses se composent des charges financières de la dette 105 milliards 827 millions FCFA, du personnel 382 milliards, biens et services 173 milliards 270 millions FCFA. Les transferts sont retenus à 472 milliards 780 millions FCFA.



Autre investissement, il est prévu 315 milliards FCFA, budgets annexes 6 milliards 533 millions FCFA et enfin les comptes spéciaux du Trésor 100 milliards FCFA. Le ministre Ludovic Ngatsé a, par ailleurs, signifié que la poli-

tique budgétaire prudente du gouvernement qui vise la réduction du déficit du solde primaire hors pétrole exige la maîtrise de la dépense publique.

Ainsi, le projet de loi de finances 2021 prévoit un excé-

dent évalué à 233 milliards 702 millions FCFA. Il comporte également une partie constituée du financement et de la trésorerie, compatible avec la situation budgétaire.

S'agissant des charges de trésorerie, la restructuration de

la dette demeure le point essentiel de la stratégie globale du gouvernement. Toutefois de manière régulière, l'Etat aura à faire face à des charges liées à l'amortissement de la dette envers des partenaires extérieurs et intérieurs, a expliqué le ministre délégué au Budget. Les charges de trésorerie sont prévues pour un total de 789 milliards 100 millions FCFA.

Par ailleurs, le ministre Ludovic Ngatsé a parlé du projet de loi de finances rectificative 2020 qui a fait l'objet d'une première rectification en mai dernier, à la suite du choc relatif à la pandémie de la covid-19. Il a été caractérisé par, premièrement, un ajustement à la baisse des ressources, en lien avec la chute des recettes pétrolières, deuxièmement par une hausse des dépenses pour répondre aux urgences, ainsi qu'à la mise à niveau des infrastructures sanitaires de base.

Jean Jacques Koubemba

ADIAC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

www.adiac.tv

AGENCE D'INFORMATION
AFRICAINNE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou
Brazzaville - République du Congo

VIE ASSOCIATIVE

Les ressortissants de M'Vouti préoccupés par le développement de leur district

L'Action pour le développement du district de M'Vouti (ADDM) que préside Denis Mavoungou a échangé le 24 octobre avec les étudiants de cette sous-préfecture basée à Brazzaville, sur les questions de développement.

Il ressort au terme de cette rencontre d'échange et de partage que le développement de M'Vouti, dans le département du Kouilou, passe inévitablement par l'éradication de la pauvreté et la formation des jeunes. « Nous avons pensé à nos futurs jeunes cadres qui sont des étudiants aujourd'hui pour que nous puissions recueillir leurs idées et leurs propositions. Ces idées vont nous permettre de bâtir des stratégies, des plans d'actions pour apporter notre contribution dans le développement du district de M'Vouti », a indiqué le président de l'ADDM, Denis Mavoungou.

Créée en décembre 2015, l'ADDM, est une ONG qui œuvre aux côtés d'autres organisations existantes pour le développement économique, social et culturel du district de



Les participants à la rencontre DR

« Nous avons pensé à nos futurs jeunes cadres qui sont des étudiants aujourd'hui pour que nous puissions recueillir leurs idées et leurs propositions. Ces idées vont nous permettre de bâtir des stratégies, des plans d'actions pour apporter notre contribution dans le développement du district de M'Vouti »

M'Vouti. Elle se propose de promouvoir le rassemblement des filles et fils de ce district dans leurs diversités autour du bien-être de la population.

« Nous avons comme objectif : promouvoir le vivre-ensemble; rassembler les filles et fils de M'Vouti; mettre en valeur les ressources naturelles et culturelles du district; venir en aide à nos populations; mettre en place des projets qui vont permettre de bâtir notre contrée », a rappelé le président de cette association. En effet, l'ADDM est née du fait que seul, l'homme n'est rien. Ainsi, l'Etat providence n'existant plus, il appartient à chaque communauté qui aspire au progrès et au développement de s'organiser en vue de prendre en main son destin, son avenir.

Parfait Wilfried Douniama

COMMÉMORATION

Le 45^e anniversaire de l'indépendance de l'Angola sera célébré à Brazzaville

L'attaché de défense près l'ambassade d'Angola en République du Congo, Alfredo Salaquico, a échangé le 27 octobre dans la capitale congolaise avec les représentants des médias sur les festivités relatives aux 45 ans de l'indépendance de son pays.

Alfredo Salaquico, le deuxième secrétaire chargé de la communication et la culture, Vincente Salvador et le premier secrétaire, Francisco De Almeida ont informé la presse des différents thèmes qui seront développés lors des activités qui seront organisées une journée avant le 11 novembre, date à laquelle l'Angola a accédé à l'indépendance.

Alfredo Salaquico a précisé que le 10 novembre, plusieurs activités sont prévues parmi lesquelles, une rencontre d'échanges portant sur l'évolution des rapports sociopolitiques et économiques entre le Congo et l'Angola, le dépôt d'une gerbe de fleurs sur la tombe de l'ancien président Marien Ngouabi, la projection d'un film au centre culturel russe faisant une rétrospection sur l'après quarante-cinq ans de l'indépendance de l'Angola.

La journée du 11 novembre sera consacrée à une réception à la résidence privée de l'ambassadeur de l'Angola à Brazzaville.

Rock Ngassakys

PCT

La session inaugurale du conseil fédéral a connu une forte mobilisation

Les travaux de la session inaugurale du conseil fédéral du PCT Pointe-Noire se sont tenus sous la direction d'Evelyne Tchitchelle, membre du bureau politique, secrétaire permanent à l'environnement et au développement local durable de cette formation.

Dans son mot de circonstance, le président du conseil fédéral du Parti congolais du travail (PCT) Pointe-Noire a remercié l'ensemble des membres du PCT de la ville côtière pour la confiance que ces derniers ont placée sur sa modeste personne en l'élisant à la tête de ce parti dans ce département. Prenant la mesure de cette responsabilité, le président fédéral du PCT Pointe-Noire, Jean François Kando, a signifié qu'il compte sur le soutien de tous les membres en vue d'affronter et relever les défis futurs.

« Dans l'unité et la cohésion de tous, nous devons nous mettre en ordre de bataille pour être dynamiques, offensifs et attractifs à la fois. Nous devons élargir notre bassin électoral en ne laissant aucun recoin de l'aire géographique du département de Pointe-Noire, la victoire à l'élection présidentielle de 2021 est à ce prix », a-t-il indiqué.

Saluant pour sa part au nom du secrétaire général du PCT, Pierre Moussa, l'ensemble des conseillers fédéraux, Evelyne Tchitchelle a rappelé

qu'après la cérémonie de passation de consignes entre le secrétariat fédéral entrant et le secrétariat fédéral sortant du PCT Pointe-Noire, le moment est arrivé pour tenir les travaux des présentes assises afin d'examiner et adopter le règlement intérieur et la feuille de route. « Ces travaux se tiennent à un moment particulier parce qu'il s'agit de faire élire le camarade Denis Sassou N'Gusso à la tête du Congo en 2021. C'est la mission essentielle de l'heure », a-t-elle déclaré.

Séverin Ibara

CLIMAT DES AFFAIRES

Ouverture officielle du Centre de médiation et d'arbitrage de la ville côtière

Lancé il y a quelques jours par la Chambre consulaire de Pointe-Noire, le Centre de médiation et d'arbitrage du Congo (Cemaco) va offrir aux entreprises ponténégrines un cadre alternatif de règlement de litiges d'affaires.

Le Cemaco a pour objectif d'améliorer le climat des affaires en République du Congo et de mettre fin aux diverses difficultés que rencontrent les opérateurs économiques, favoriser un environnement incitatif pour les investisseurs privés et l'entrepreneuriat local. A travers la médiation et l'arbitrage, le Cemaco entend proposer aux entreprises une solution de gestion des litiges à l'amiable, l'accessibilité à une justice offrant des garanties, désengorgement des juridictions étatiques dans la gestion des questions conflictuelles. Afin de matérialiser la mise en place de cette structure et marquer l'adhésion des opérateurs économiques de Pointe-Noire à cette initiative, les entreprises

présentent à l'activité d'ouverture ont procédé à la signature de la charte de médiation et d'arbitrage du Congo. Et la concrétisation de ce projet intervient dans le cadre de la deuxième composante de la phase II du programme de renforcement des capacités commerciales et entrepreneuriales (PRCCE II), financé par l'Union européenne (UE) dont l'institution consulaire assure la mise en œuvre.

Dans son mot de circonstance, Prosper Bizitou, administrateur général de Cemaco, a présenté le concept de justice alternative, l'évolution et les perspectives de cette structures, tout en rappelant à l'assistance que le Cemaco est un organe qui se veut neutre, stable et

impartial dans le règlement des litiges en entreprises et interentreprises. L'ambassadeur de la délégation de l'UE au Congo, Raul Paula Mateus a insisté, quant à lui, sur l'objectif général de Cemaco, celui d'améliorer le climat des affaires. Aussi a-t-il rappelé l'importance des économies vertes, à l'heure où les énergies fossiles passent le témoin à l'économie verte, tout en soulignant l'importance des chaînes de valeurs, levier du développement local. Notons que les responsables de Cemaco entendent ouvrir une troisième structure à Ouesso. Cette activité a connu la présence d'Alexandre Honoré Paka, préfet du département de Pointe-Noire.

Hugues Prosper Mabonzo

MANIFESTE DE BRAZZAVILLE

L'Afrique appelle à la solidarité internationale

À l'ouverture des travaux liés à la commémoration, le 27 octobre de l'Année de Gaulle et du 80e anniversaire du Manifeste de Brazzaville, les chefs d'Etat et de gouvernement africains ont pris tour à tour la parole pour dénoncer l'injustice, le terrorisme et d'autres maux qui minent les sociétés africaines, tout en plaidant pour la solidarité internationale.

Après avoir rendu hommage aux Africains et salué la mémoire du général de Gaulle qui a su poser à Brazzaville, en 1944, les premiers pas de la décolonisation, le président tchadien, Idriss Déby Itno a déploré le fait que « l'histoire africaine de la France libre soit toujours occultée et mise sous le boisseau de la résistance intérieure ». Il a exigé la reconnaissance de l'Afrique à l'effort de guerre.

Pour lui, il est inconcevable que l'image des soldats africains soit effacée de la mémoire collective, et qu'aucune stèle mémorial ne soit érigée en France pour « immortaliser cet acte exemplaire de solidarité humaine marquée par tant de sacrifice immense et indicible souffrance ».

À la prochaine rencontre liée à la célébration de cette histoire commune, Idriss Déby Itno a estimé que l'appel de l'Afrique « aura sa matérialisation concrète ». Parlant de la sécurité et de la stabilité, il a insisté sur le terrorisme qui ne cesse de prendre de l'ampleur dans certains pays francophones et au Sahel. Par ailleurs, le président tchadien a réitéré son engagement à « toujours s'investir » pour vaincre le terrorisme. Il a appelé à faire mieux, dans le cadre du développement solidaire, en

mettant l'accent sur « la multiplication des investissements productifs et la création des richesses ».

Faustin Archange Touadéra plaide pour la levée de l'embargo Face à l'évolution « positive » de la situation dans son pays, le président centrafricain, Faustin Archange Touadéra, a saisi cette occasion pour lancer un appel à la solidarité africaine, en vue de la levée de l'embargo sur les armes à destination des forces armées centrafricaines.

En ce qui concerne la relation entre l'Europe et l'Afrique, il pense qu'elle est « la vision d'un destin commun qui part d'une réalité historique. Aucun des deux continents ne peut penser regarder vers l'avenir sans l'autre ».

« Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'Europe vit en paix. Ce que l'Europe a réalisé avec beaucoup de souffrance et d'audace est aujourd'hui le rêve de l'Afrique. L'Euro-Afrique n'est pas le résultat d'une vision romantique, ni la réaction à certaine injustice dont l'Afrique serait victime », a dit le président de la RCA. Pour lui, l'unité africaine ne pourra se réaliser que si les dirigeants africains font preuve d'un esprit « de solidarité et de

coopération sincère dans la recherche de solutions aux maux qui minent le continent africain ».

Antoine Tshisekedi Tshilombo dénonce le « terrorisme multiforme »

Dans son intervention, le président de la République Démocratique du Congo, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a dénoncé « le terrorisme multiforme » dont les pays sont confrontés, et qui constitue, selon lui, « un frein sérieux » au développement humain et économique.

Il a rappelé que son pays était confronté à l'Est, à « un terrorisme aveugle » auquel s'adonnent les bandes armées qui font subir des violences aux populations, particulièrement aux femmes et aux jeunes filles. « Cette lutte de tous les jours nécessite notre engagement, notre solidarité et la conjugaison de nos efforts pour éradiquer ensemble ce fléau de notre siècle. L'avenir de nos enfants est à ce prix », a indiqué le chef de l'Etat de la RDC.

La Francophonie à l'écoute des populations jeunes

Présente à cette cérémonie, la secrétaire générale de la Francophonie, Louise Mushikiwabo a évoqué la modernisation de la Franco-

phonie. Il s'agit, pour elle, « de l'inscrire dans les temps présents et d'anticiper l'avenir, ou mieux la mettre au service des Etats et gouvernements pays membres ».

« L'espace Francophone étant un espace de jeunesse, il nous faut mieux positionner la langue française dans l'univers du numérique. Pour inscrire résolument la Francophonie dans l'avenir, il faut recentrer la coopération entre les pays autour des grands enjeux stratégiques mondiaux que sont : l'éducation pour tous et toutes, la fin de la fracture numérique, la prospérité économique et l'influence diplomatique et politique », a déclaré Louise Mushikiwabo.

L'Afrique, espoir d'un nouveau monde

Au nom du président Paul Biya, le Premier ministre camerounais, Joseph Dion Ngute a dénoncé le racisme, la xénophobie, l'intolérance religieuse, et autres maux qui sont, d'après lui « en total déphasage avec les exigences d'interdépendance et de solidarité qui caractérisent le monde moderne d'aujourd'hui ».

« Dans un tel contexte, nos Etats ont l'obligation de préserver, de chérir et de promouvoir les valeurs qui constituent le fondement

de nos sociétés. Quel que soit le prisme par lequel les uns et les autres conçoivent le devenir de notre Afrique, la constance reste et demeure la foi aux potentialités qu'elle regorge », a-t-il lancé.

Le Premier ministre camerounais a en outre mis l'accent sur la prise en compte de la jeunesse. Car, dit-il, « l'Afrique est l'espoir d'un nouveau monde, le catalyseur d'une nouvelle économie qui a besoin d'être accompagnée afin qu'elle puisse réaliser pleinement son potentiel ».

Le Gabon souligne le rôle joué par Brazzaville

Le Gabon a été représentée par son Premier ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda qui a souligné la participation de l'Afrique et de son pays dans la libération de la France. Elle a, par ailleurs, rappelé le rôle joué par Brazzaville, à travers la conférence de 1944, présidée par le général de Gaulle. « La conférence de Brazzaville fut le départ d'une perspective nouvelle pour l'Afrique, en ce sens qu'elle posa les bases d'une nouvelle politique coloniale en ouvrant le champ politique à l'ethnicisme de l'Afrique équatoriale française », a-t-elle renchéri.

Yvette Reine Nzaba

